

DE Droit de l'environnement

FORMATION INITIALE

Droits européen, international et comparé relatifs aux enjeux juridiques, politiques, économiques, scientifiques et sociétaux posés par la transition écologique

DROIT

La transition écologique, qui envisage un nouveau modèle socio-économique pour transformer nos habitudes afin de répondre aux grands enjeux environnementaux, sanitaires et énergétiques qui viennent mettre en péril l'avenir de nos sociétés, est le prochain défi à relever par l'humanité. La diminution des ressources en eau potable pour cause de pollution ou de surexploitation, le changement climatique, la perte accélérée de la biodiversité, les risques sanitaires et environnementaux liés au développement technologique ont conduit les différents acteurs (Etats, entreprises et individus) à prendre conscience de la nécessité de s'adapter et d'agir.

1

Procès fictif

3

années de
formation

1

Rencontre avec des
Députés européens

DÉCOUVREZ LE

DE DROIT DE L'ENVIRONNEMENT

PRÉSENTATION

Le Diplôme d'Établissement Droit de l'environnement permet aux professionnels ainsi qu'aux étudiants d'acquérir une expertise juridique et transdisciplinaire aujourd'hui recherchée dans toutes les structures (cabinets d'avocats, entreprises, administration centrale et décentralisée, organisations internationales et organisations non gouvernementales) afin de satisfaire aux exigences légales prises par les Etats au niveau national, supranational ou international. Les négociations internationales et européennes actuelles (COP) mais également européennes, ainsi que l'augmentation des départements spécialisés dans ces thématiques au sein des entreprises ou des cabinets d'avocats attestent de la nécessité de ce type de compétences parmi les juristes.

Objectifs

- Acquérir **une expertise juridique** directement exploitable sur le terrain professionnel et développer des compétences transdisciplinaires et intersectorielles.
- Monter **des projets pédagogiques en équipe** à finalité pratique afin d'enrichir les enseignements théoriques et donner la possibilité de participer activement à l'amélioration de la société.
- Former des juristes préparés tant au niveau de contentieux qu'au niveau législatif national et international grâce à une formation qualifiée et à une approche concrète et professionnalisante.

ADMISSION

Publics

Niveau de recrutement : Bac

Conditions d'admission

- Formation initiale accessible à toute personne inscrite en Licence ou Master
- Sélection sur dossier

Inscription

- Étudiant inscrit à l'UCLy : inscription via Parcoursup
Obligatoire pour les étudiants qui s'inscrivent en première année de droit. Il n'est pas possible de postuler au D.E. en dehors de la campagne Parcoursup. Toute inscription parallèle via le lien ci-dessous sera automatiquement rejetée.

Calendrier Parcoursup

- **MERCREDI 17 DÉCEMBRE 2025** — Ouverture de la carte des formations 2026
- **DU LUNDI 19 JANVIER AU JEUDI 12 MARS 2026** : Inscrivez-vous sur Parcoursup pour créer votre dossier candidat. Formulez vos vœux : jusqu'à 10 vœux sans obligation de les classer par ordre de préférence.
- **JEUDI 12 MARS 2026** — Dernier jour pour formuler vos vœux
- **MERCREDI 1er AVRIL 2026** — Dernier jour pour compléter votre dossier et confirmer vos vœux
- **MARDI 2 JUIN 2026** — Début de la phase d'admission principale. C'est le moment de faire

vos choix

- **JEUDI 11 JUIN 2026** — Début de la phase complémentaire : vous pouvez formuler jusqu'à 10 nouveaux vœux pour des formations ayant encore des places à proposer
- **SAMEDI 11 JUILLET 2026** — Fin de la phase principale
- **JEUDI 10 SEPTEMBRE 2026** — Fin de la phase complémentaire

LES + DE LA FORMATION

Spécificités

Des activités « hors-cours »

Trois activités en dehors des cours dispensés sont prévues :

1. **Visite au Palais des Nations (ONU-Genève)** pour assister éventuellement à une audience au comité d'application de la Convention de Aarhus et
2. **Organisation d'un procès-fictif en matière environnementale** dans lequel les étudiant(e)s joueront le rôle d'avocats et de magistrats (audience au tribunal administratif de Lyon, encadrement des équipes assuré par des avocats et des magistrats) puis **participation à la GreenWeek de la Commission européenne** à Bruxelles avec visites des institutions européennes.
3. **Rencontres** avec des **députés européens**

Des Enseignants et professionnels qualifiés

- Ivano ALOGNA : Arthur Watts Fellow in Environmental and Climate Change Law au British Institute of International and Comparative Law de Londres et doctorant en Droit comparé et international de l'environnement à l'École de Droit de la Sorbonne (Université Paris I Panthéon-Sorbonne). Il a été également le Rapporteur général du projet de Pacte mondial pour l'environnement (Conseil Constitutionnel et Club des juristes). M. Alogna est avocat aux barreaux de Milan (Italie) et de Madrid (Espagne), expert de la Commission « Droit et Politiques environnementales » du Comité français de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), ainsi que membre de la Commission mondiale de Droit de l'environnement (WCEL) de l'UICN.
- Marc CLÉMENT : Président de chambre au Tribunal administratif de Lyon. Il est également membre de l'Autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable depuis août 2014 et membre du comité de déontologie de l'Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire depuis avril 2015. Il est membre depuis septembre 2017 du comité d'application de la convention de Aarhus (UNECE)

- Claire MATHIEU : Après une expérience d'un an et demi en tant qu'assistante de justice à la Cour administrative de Lyon, elle intègre l'école des avocats Rhone-Alpes afin d'exercer dans les domaines du droit public, de l'environnement et de l'énergie. A la suite d'un Master droit public des affaires à l'université de Lyon III, elle s'est directement spécialisée en droit de l'environnement, notamment dans le cadre d'un stage à la Cour administrative d'appel de Lyon, mais également de différentes expériences en cabinet, à Gide Loyrette Nouel à Paris ou Hélios Avocats à Lyon.
- Louis FERIEL : Enseignant-chercheur à l'UCLy et docteur en droit privé de la faculté de droit d'Aix-Marseille Université. Il est spécialisé en droit civil et en droit de l'environnement. Sa thèse de doctorat porte sur *Les obligations environnementales en droit des contrats*. Ses recherches portent sur les interactions entre le droit privé et les questions environnementales, en particulier au regard de l'évolution contemporaine du droit de l'environnement vers un droit de la transition écologique. Il est chargé de cours magistraux en droit civil et intervient également pour les cours de *Droit du changement climatique* et d'*Introduction aux enjeux de la transition écologique* à l'UCLy
- Emmanuel WORMSER : Ingénieur agronome et avocat au barreau de Lyon ; il exerce son activité dans les domaines de l'environnement et de l'urbanisme; membre du directoire juridique de France Nature Environnement, il intervient dans l'activité de lobbying et les contentieux administratifs de la fédération, essentiellement dans le champ de la réglementation des évaluations environnementales, de la participation du public et des pesticides.

DÉBOUCHÉS

Débouchés professionnels

Grâce à l'expertise juridique et transdisciplinaire acquise dans le domaine de la transition écologique, de la gestion des ressources, du changement climatique et de gestion des risques sanitaires et environnementaux, le diplôme universitaire Droit de l'Environnement permet de répondre à des besoins existants dans la plupart des structures employant des juristes (cabinets d'avocats, entreprises, administration centrale et décentralisée, organisations internationales et non gouvernementales...).

En effet, des obligations juridiques en matière de climat, de gestion et de préservation des ressources, de lutte contre le réchauffement etc. s'imposent de plus en plus aux acteurs institutionnels (UE, Etats, collectivités...) et aux acteurs privés (entreprises). Le besoin de juristes dans ces domaines sera dès lors en forte croissance dans les années à venir.

TARIFS

Pour les étudiants en double inscription (en parallèle de la Licence de Droit) : 750 euros par an qui

s'ajoutent aux frais de scolarité de la [Licence de droit](#)

[Calculez vos frais de scolarité](#)

RENSEIGNEMENTS

Directrice pédagogique

Stefania ATTOLINI

Responsable administrative

Grâce TAMIN : droit.du.climat@univ-catholyon.fr

Renseignements pratiques

[Faculté de Droit](#)

Tél. : 04 26 84 20 99

fac.droit@univ-catholyon.fr

Acquérir une expertise juridique et transdisciplinaire aujourd'hui recherchée dans toutes les structures

Enseignements assurés par des universitaires et des professionnels spécialisés (diplomates, ingénieurs, scientifiques, juges, avocats)

Obtenir un diplôme d'établissement en parallèle de la Licence en droit

DÉCOUVREZ LE

PROGRAMME DÉTAILLÉ

1ÈRE ANNÉE

MODULES 1 ET 2

Introduction au droit de l'environnement : découvrir les faits et les situations

Module 1 - Introduction au droit de l'environnement et du développement durable

[En savoir plus](#)

Module 2 - Lois européennes et justice environnementale

[En savoir plus](#)

MODULES 3 ET 4

Module 3 - Climate Change Law- ENGLISH (10 heures)

[En savoir plus](#)

Module 4 - Le droit de la biodiversité (10 heures)

[En savoir plus](#)

2ÈME ANNÉE

MODULES 5 ET 6

Module 5 - Le juge administratif & les requêtes environnementales (10 heures)

Les intervenants – juges administratifs – présenteront les éléments essentiels du procès administratif et notamment les attentes du juge. Cette approche concrète du contentieux par la pratique professionnelle permettra de se familiariser avec une dimension essentielle du **procès environnemental**.

[En savoir plus](#)

Module 6 - Les avocats & les causes environnementales

Les intervenants, avocats engagés dans des affaires environnementales, présenteront la façon dont ils abordent ces contentieux.

[En savoir plus](#)

MODULES 7 ET 8

Module 7 – Les responsabilités environnementales : civile, pénale et sociale des entreprises (10 heures)

[En savoir plus](#)

Module 8 – Economie circulaire et législation des déchets

L'économie circulaire est une thématique essentielle du développement durable : comment minimiser l'impact environnementale sur l'utilisation des ressources naturelles en favorisant le réemploi ou le recyclage ? Quels outils juridiques à développer dans ce domaine ?

3ÈME ANNÉE

MODULES 9 ET 10

Module 9 – Problématique de la politique de l'eau

Le domaine de l'eau est un domaine dans lequel le droit de l'environnement s'est particulièrement développé depuis de nombreuses années. Les enjeux dans le contexte du changement climatique et de l'intensification des pratiques agricoles restent fondamentaux. L'objet de ce module est de présenter **le cadre particulier de la gestion de l'eau dans le contexte du droit de l'Union européenne.**

Module 10 – Politique de développement durable (Internationale/Européenne/Nationale)

Ce module permet d'aborder de façon transversal **les politiques de développement durable** en incluant des éléments tels que les aides publiques. Des ambitions très claires sont affichées sur le plan européen (Green Deal)

MODULES 11 ET 12

Module 11 – Travail personnel : présentation du dossier final

Module 12 – Travail personnel : présentation du dossier final

Contactez-nous

04 72 32 50 12

Lundi - Vendredi, 9h - 18h

Campus Saint-Paul

10, place des Archives - 69002 LYON

Métro Perrache (ligne A)

Tramways T2 et T1

Campus Carnot

23, place Carnot - 69002 LYON

Métro Perrache (ligne A)

Tramways T2 et T1

Campus Alpes Europe

25 rue de la Cité - 74000 ANNECY